



Appel à communications Journée des doctorant.e.s de l'URMIS Vendredi 8 juin 2018

Engagement et éthique des chercheur.e.s : la pratique de la recherche en question

Chaque fois qu'un.e chercheur.e s'aventure sur un terrain de recherche, il.elle est amené.e à se questionner sur ses pratiques. Depuis plusieurs années, la journée des doctorant.e.s de l'URMIS propose un espace de discussion sur cette thématique centrale. Cette année, nous vous invitons à partager vos réflexions sur votre rapport à l'engagement (Axe 1) et sur vos questionnements éthiques (Axe 2). En échangeant sur vos recherches en cours ou passées, nous souhaitons mutualiser une réflexion qui reste trop souvent individuelle et masquée dans nos publications.

Axe 1 : Rapport à l'engagement politique des chercheur.e.s

Dans les années 1960, certain.e.s sociologues, dans un regain de positivisme, firent de la dimension morale de leur discipline une relique du passé (Lipset, Smelser, 1961); considérant que la sociologie devait être une science, *un métier*, basée sur une méthode spécifique d'enquête (Bourdieu, Passeron, 1973). Mais et si, et ce depuis leurs origines, les sciences sociales étaient des « sciences politiques » pleinement engagées dans la modernité (Karsenti, 2006 ; Callegaro, 2015) ? Durkheim ne voulait-il pas remédier à l'absence d'intermédiaire entre individu et État, par le biais des corporations de métier? Toute sa théorie n'était-elle pas inspirée par le socialisme saint-simonien ? Les courants néopositivistes, et la position radicalement antidurkheimienne de certains auteurs comme Latour ou Viveiros de Castro, auteurs

centraux de l'anthropologie actuelle, marquent-ils l'abandon de cette vocation politique originelle ?

Des propositions comme celles de Burawoy (2009), dans le sens d'une « sociologie publique », qui doit assumer l'engagement moral au fondement même de notre intérêt de chercheur.e.s, nous font penser le contraire. Nous savons aujourd'hui que le travail de terrain n'est pas un espace passif, qui attend d'être analysé : l'environnement d'enquête, les informateurs, nos convictions et croyances propres (Elias, 1993 ; Giddens, 1987) constituent un espace d'apprentissage, de coproduction, d'engagement qui ne peut être neutre ni neutralisé. Si pour certains, il est même impossible de ne « pas prendre position » (Becker, 1967), particulièrement lorsque l'on travaille sur un groupe « subalterne » quel qu'il soit, comment concilier alors *volonté de savoir* et *volonté d'agir* ?

Par un pas de plus, ces réflexions nous poussent à questionner plus intimement notre rapport à la discipline : qu'est-ce qui nous pousse à devenir puis à rester sociologue, géographe, historien.ne, démographe, anthropologue, particulièrement quand les logiques de « carrière » semblent peu compatibles avec un engagement politique ? Maintenir une « vocation », choisir certains auteurs, courants théoriques, concepts, ou même styles d'écriture (Mazzochetti 2007 ; 2015) ; prendre telle ou telle position sur les rapports sociaux que nous plaçons sous notre loupe ; voilà des aspects bien peu souvent explicités dans la présentation de nos recherches, et qui en font précisément des recherches éminemment politiques.

Autant de questions qui se posent aux jeunes chercheur.e.s d'aujourd'hui et sur lesquelles nous vous invitons à débattre. Cette thématique s'y prêtant particulièrement, les communications sous forme de discussion entre un.e doctorant.e et son directeur ou sa directrice de thèse seront les bienvenues.

Axe 2 : Ethique(s) de la recherche

Au cours de ces dernières années, la recherche scientifique en sciences humaines et sociales en France a connu de nombreuses transformations, notamment induites par l'apparition de nouveaux outils et dispositifs qui permettent d'orienter et de gouverner les projets de recherche soutenus par des institutions françaises, comme les universités, le CNRS, l'INSERM. Ces nouveaux dispositifs prennent souvent la forme de comités d'éthique, ayant pour enjeu de façonner et conditionner la pratique de la recherche, depuis le choix du terrain, la problématique de recherche, le contenu des interactions et interventions du chercheur auprès de ses enquêtés. En sciences sociales (sociologie, anthropologie, démographie, géographie, etc), ces comités d'éthique se donnent pour objectifs de juger la bonne conduite « scientifique » du

protocole de recherche (la scientificité du projet jugeant son appréciation) et d'assurer l'intégrité physique et mentale des sujets recrutés pour l'expérience. La sphère d'expertise des comités d'éthique s'étend également au-delà des sciences sociales : les historiens sont également confrontés par exemple à ces nouveaux dispositifs de contrôle de leur recherche, qui évaluent les modalités du travail en archives en fonction de ses répercussions possibles pour les descendants des acteurs mentionnés dans leurs travaux.

Si les comités d'éthique sont déjà bien établis dans d'autres disciplines en sciences naturelles et sciences médicales, ou dans les sciences sociales et humaines dans d'autres pays comme aux États-Unis, force est de constater qu'ils font figure de nouveauté dans les sciences humaines et sociales en France, où la question de la gouvernance de la science ne se pose que depuis quelques années. Face à cette situation, il est essentiel que les jeunes chercheur.e.s et doctorant.e.s, nouvelles et nouveaux acteurs/actrices de la science assument les questions liées à ces transformations.

Les nouveaux rapports de pouvoir institutionnels engendrés par les comités d'éthique sont-ils voués à occasionner un bouleversement des pratiques du terrain et de restitution des travaux scientifiques en sciences sociales ? Quels positionnements entretiennent les jeunes chercheur.e.s vis-à-vis de ces nouvelles pratiques d'évaluation de leur terrain ? Le/la chercheur.e en sciences sociales doit-il/elle obligatoirement faire de l'éthique une valeur fondamentale dans la conduite de sa recherche ? Si oui, comment ? Quels enjeux de pouvoir révèle la constitution de ces nouveaux dispositifs ? Le rapport du/de la chercheur.e à la scientificité, érigée comme valeur reine en est-il changé ?

Par ailleurs, au-delà des dimensions institutionnelles, chaque chercheur.e est amené.e à questionner l'éthique de ses pratiques de recherche : qu'elles soient liées aux stratégies à adopter sur son terrain et vis-à-vis de ses enquêté.e.s, ou à celles à penser lors de ses restitutions. Dans l'idée que la recherche est insérée dans des rapports de pouvoir, qu'elle produit un savoir qui n'est pas neutre, comment chacun.e définit une pratique éthique de la recherche ? Dans quelle mesure l'éthique du/de la chercheur.e est-elle influencée par les contraintes liées aux exigences institutionnelles, aux commanditaires, aux enquêté.e.s ? Se pose la question de la hiérarchie des savoirs produits et des traces laissées par les chercheur.e.s dans leurs situations d'enquête (après les entretiens, après leurs résidences, après leurs publications etc). Pour être éthique, la recherche en sciences sociales doit-elle avoir vocation à être « utile » ? Et si oui, vis-à-vis de quel(s) public(s) ?

Cette série de questions sera l'occasion pour les doctorant.e.s et jeunes chercheur.e.s en sciences humaines et sociales venant d'horizons divers (anthropologie, sociologie,

histoire, géographie, etc) de partager leurs expériences et réflexions vis-à-vis des dispositifs de contrôle de l'éthique de la recherche et de leurs propres pratiques.

Modalités de soumission et calendrier :

L'appel s'adresse aux doctorant.e.s ou jeunes chercheur.es de toute discipline de sciences sociales et humanités sans restriction (sociologie, histoire, démographie, géographie, anthropologie, droit, économie, etc). Les propositions de résumés (250 mots) sont attendues pour le 1er février 2018 et sont à envoyer à l'adresse jddurmis2018@gmail.com. Les réponses du comité seront transmises mi-mars.

Le texte des communications sera à transmettre au comité d'organisation pour le lundi 14 mai 2018 afin que les discutant.e.s en prennent connaissance. Le format des communications sera compris entre 15 et 20 minutes. La journée d'étude aura lieu à la MSHS Sud Est de Nice le vendredi 08 juin 2018.

Comité d'organisation :

Iman Ben Lakhdhar, Marine Bismuth, Romane Blassel, Jean-Baptiste Dagorn, Elodie Grossi, Aurore Mottet, Aurélie Racciopi, Arihana Villamil.

Bibliographie indicative

BECKER H. S. (1967) « Whose Side Are We On ? », *Social Problems*, vol. 14, #3, pp. 239-247.

BOURDIEU P., PASSERON J.-C. (1973) *La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris : Les Editions de Minuit

BURAWOY M. (2009) *The Extended Case Method. Four Countries, Four Decades, Four Great Transformations, and One Theoretical Tradition*, Berkeley : University of California Press

BURAWOY M. (2009) « Pour la sociologie publique », Actes de la recherche en sciences sociales (n° 176-177), p. 121-144. □ [En ligne] URL : <http://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2009-1-page-121.htm> (consulté le 07 avril 2016)

CALLEGARO F. (2015), *La science politique des modernes. Durkheim, la sociologie et le projet d'autonomie*, Paris : Economica

DAYER C. (2014) « Des savoirs mutants aux public'actions », *SociologieS* [En ligne], Dossier : La restitution des savoirs, URL : <http://sociologies.revues.org/4758> (consulté le 07 avril 2016)

DOUZOU L. (2011) « Enquêteur, enquêté : quelle quête et pour qui ? », *Revue d'Interrogations ?* [En ligne] , N°13. Dossier : Le retour aux enquêtés, URL : <http://www.revue-interrogations.org/Enqueteur-enquete-quelle-quete-et> (consulté le 7 novembre 2017).

ELIAS N. (1993) *Engagement et distanciation*, Paris : Fayard

GIDDENS (1987) *La constitution de la société*, Paris : PUF

HARDY A-C. (2011) « Donner, recevoir et rendre : Réflexion sur les règles de l'échange sociologique », *Revue d'Interrogations ?* [En ligne], N°13, Dossier : Le retour aux enquêtés, URL : <http://www.revue-interrogations.org/Donner-recevoir-et-rendre> (consulté le 07 avril 2016)

KARSENTI B. (2006), *La société en personnes. Études durkheimiennes*, Paris : Economica

LIPSET S. M., SMELSER N. (1961) *Sociology : The Progress of a Decade*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall

MAZZOCCHETTI J. (2007) Retour réflexif sur deux expériences contrastées de recherche impliquée, *Politiques sociales*, 3 et 4 : 25-41.

MAZZOCCHETTI J. (2015) Basculements sensibles, implications et écritures, in DEFREYNE E., HAGDAD MOFRAD G., MESTURINI S., VUILLEMENOT A.-M. (eds.), *Intimité et réflexivité, Itinérances d'anthropologues*, Louvain-la-Neuve, Academia, Coll. Investigations d'Anthropologie Prospective, 11 : 83-114.

SCHURMANS, Marie-Noëlle, Maryvonne CHARMILLOT et Caroline DAYER, « Introduction du Dossier « La restitution des savoirs » », *SociologieS* [En ligne], Dossier : La restitution des savoirs, URL : <http://sociologies.revues.org/4713> (consulté le 07 avril 2016)

STRATHERN Marilyn., 1987. « Out of Context: The Persuasive Fictions of Anthropology », *Current Anthropology*, 28(3): 251-281.

ZONABEND, Françoise., 1994, « De l'objet et de sa restitution en anthropologie », *Gradhiva*, 16 : 3-14.

Call for Papers
Graduate student symposium
Organised by the research lab URMIS - University of
Nice, France
Thursday June 7 and Friday June 8, 2018

**Ethics and social engagement of researchers:
questioning research practices in the social
sciences and humanities**

Often, starting a new research project or fieldwork begins with a self-reflective survey by the researcher of their own research practices. The URMIS graduate symposium, which is held once a year at Paris Diderot University or the University of Nice, France, offers to Ph.D students, senior Ph.D candidates and post-doctoral fellows in Anthropology, Sociology, History, Geography, and Ethnic Studies, an opportunity to present their reflections on methodological and ethical questions about research practices in their own fields. For the 2018 edition, which will take place at the University of Nice, we invite submissions on researchers' attitudes to social and political engagement (theme 1) and on the ethics of research (theme 2). The symposium will allow researchers to discuss their past or present research projects in the light of such questions, which are too often left unaddressed and remain hidden in our publications.

**Theme 1 : The researchers' attitudes towards social and political
engagement**

Since the 1960s, some sociologists — fuelled by positivism — have jettisoned the moral questions that were raised in their research fields (Lipset, Smelser, 1961), as they considered sociology to be a science, or a *profession* shaped by specific methods of investigation (Bourdieu, Passeron, 1973). Can we, however, still consider that social sciences, from their very beginning onwards, are “political sciences”, and therefore, unfold fully engaged with modernity (Karsenti, 2006 ; Callegaro, 2015)? As a matter of fact, one could say that Durkheim wanted to remedy the absence of intermediary entities between citizens and the State (corporations) — in an effort to prolong Saint-Simonian ideas of socialism. Therefore, do the neo-positivist trends

and the radically anti-Durkheimian position of some well-known sociologists and anthropologists such as Latour, or Viveiros de Castro, highlight the refusal of this initial political vocation?

Propositions such as the ones expressed by Burawoy (2009), invoking the need to shape a “public sociology” which would assume the moral commitment of researchers lying at the core of their research interests, proves that political and social engagement is not a topic of the past for social sciences and humanities researchers. We know full well today that doing fieldwork does not take place in a passive space waiting to be analysed: the fieldwork atmosphere, the informants, our convictions and our own beliefs (Elias, 1993 ; Giddens, 1987) constitute a learning space in the making, molded by coproduction and engagement, which cannot be considered neutral or neutralized. If for some researchers it is even impossible to not “take position” (Becker, 1967), especially when one works in interaction with any “subordinate” group, in what ways can the research then reconcile *will-to-know* and *will-to-act*?

Furthermore, these reflections lead us to question our personal attitudes toward our field of investigation: what pushes us to become and remain sociologists, geographers, historians, demographers, anthropologists, especially when the “career” incentives seem to impede political engagement? Maintaining a “vocation”, choosing to follow some authors, theoretical schools of thoughts and concepts, or even styles of writing (Mazzochetti 2007; 2015); using this position or another to describe the social relationships that we scrutinise through our magnifying glass: these are all positions that structure our work and that we do not often make explicit when we present our research findings, even if they make our work prominently ‘political’.

Our goal is therefore to invite young researchers to debate these burning issues. We also accept papers that present the state of conversations between a Ph.D student/candidate and their advisor.

Theme 2: Ethics of research

Over the course of these last few years, researchers in social sciences and humanities in France have witnessed the implementation of numerous transformations that were brought about by the apparition of new tools and apparatus to orient and govern research projects supported by French institutions, such as universities, the CNRS, or INSERM. These new apparatus often take the shape of ethics committees that participate in creating and conditioning the practice of research, from the choice of fieldwork or topic of investigation, to the research questions asked, or the content of interactions and interventions of researchers with their informants. In the social sciences (sociology, anthropology, demography, geography, history, ethnic studies),

these ethics committees aim to survey the proper “scientific” conduct of the research protocol — the project being judged in the light of its ‘scientificity’ — as well as to assure the physical and mental integrity of subjects that are recruited or who participate in interviews. The field of expertise of ethics committees goes well beyond that of the social sciences: historians, for example, are also confronted with these new supervisory mechanisms which evaluate the modalities of the archival work, according to the potential repercussions affecting the descendants of people mentioned in their work.

If ethics committees are already well established in other disciplines, such as the natural sciences and medical sciences, or in the social sciences and humanities in other countries such as in the United States, it is now obvious that they are new in the social sciences and humanities in France, where questions of science governance has only recently become a topic of debate. It is now necessary for junior researchers to face this situation and, as new actors in the world of science, they have to tackle the questions linked to these transformations.

Have the new institutional power relations that were introduced by ethics committees created a real change in the fieldwork and restitution practices of researchers in the social sciences? What are the junior researchers’ points of view concerning these new practices of evaluation of their work? Do researchers in the social sciences always have to put ethics at the core of their research practices? If yes, how? What are the new power issues at stake with the constitution of these ethics committees? Is the researcher’s attitude towards scientificity transformed?

Further to this, beyond the institutional dimensions these questions raise, each researcher is brought to question their own ethics in their own research practices: whether they are tied to the strategies that they adopt when going on their fieldwork or when interacting with their informants, or when rendering their research findings. Following the idea that research is embedded in power relationships, that it produces knowledge that is not neutral, how do researchers define an ethical practice of research? To what extent are the researcher's ethical choices influenced by the constraints of institutional requirements, sponsors, and informants? Another point to consider is the hierarchy of knowledge produced and the ‘traces’ left locally by the researchers after their fieldwork (after the interviews, after their residencies, after their publications, etc.). To be ethical, should research in the social sciences be intended to be “useful”? And if so, useful to whom?

This series of questions will allow doctoral students and junior researchers in the humanities and in the social sciences with a wide range of backgrounds (anthropology, sociology, history, geography, ethnic studies, etc.) to share their

experiences and reflections about supervisory mechanisms, the ethics of research and their own practices.

Submission guidelines

The scientific committee invites submissions from doctoral students and junior researchers in the humanities and in the social sciences with no restriction as to discipline (anthropology, sociology, history, geography, ethnic studies, law, demography, etc.). Those interested in presenting their research at this conference should send a 250-word abstract to jddurmis2018@gmail.com no later than February 1st, 2018. Authors of accepted papers will be notified by March 15, 2018 and must then send a preliminary draft of their paper by May 14, 2018.

Each presentation will be between 15 and 20 minutes. The symposium will take place at the MSHS Sud Est, in Nice, on Friday June 8, 2018.

Scientific and Organizing committee:

Iman Ben Lakhthar, Marine Bismuth, Romane Blassel, Jean-Baptiste Dagorn, Elodie Grossi, Aurore Mottet, Aurélie Racciopi, Arihana Villamil.

References

BECKER H. S. (1967) « Whose Side Are We On ? », *Social Problems*, vol. 14, #3, pp. 239-247.

BOURDIEU P., PASSERON J.-C. (1973) *La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris : Les Editions de Minuit

BURAWOY M. (2009) *The Extended Case Method. Four Countries, Four Decades, Four Great Transformations, and One Theoretical Tradition*, Berkeley : University of California Press

BURAWOY M. (2009) « Pour la sociologie publique », Actes de la recherche en sciences sociales (n° 176-177), p. 121-144. □ [En ligne] URL : <http://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2009-1-page-121.htm> (consulté le 07 avril 2016)

CALLEGARO F. (2015), *La science politique des modernes. Durkheim, la sociologie et le projet d'autonomie*, Paris : Economica

DAYER C. (2014) « Des savoirs mutants aux public'actions », *SociologieS* [En ligne], Dossier : La restitution des savoirs, URL : <http://sociologies.revues.org/4758> (consulté le 07 avril 2016)

DOUZOU L. (2011) « Enquêteur, enquêté : quelle quête et pour qui ? », *Revue d'Interrogations ?* [En ligne] , N°13. Dossier : Le retour aux enquêtés, URL : <http://www.revue-interrogations.org/Enqueteur-enquete-quelle-quete-et> (consulté le 7 novembre 2017).

ELIAS N. (1993) *Engagement et distanciation*, Paris : Fayard

GIDDENS (1987) *La constitution de la société*, Paris : PUF

HARDY A-C. (2011) « Donner, recevoir et rendre : Réflexion sur les règles de l'échange sociologique », *Revue d'Interrogations ?* [En ligne], N°13, Dossier : Le retour aux enquêtés, URL : <http://www.revue-interrogations.org/Donner-recevoir-et-rendre> (consulté le 07 avril 2016)

KARSENTI B. (2006), *La société en personnes. Études durkheimiennes*, Paris : Economica

LIPSET S. M., SMELSER N. (1961) *Sociology : The Progress of a Decade*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall

MAZZOCCHETTI J. (2007) Retour réflexif sur deux expériences contrastées de recherche impliquée, *Politiques sociales*, 3 et 4 : 25-41.

MAZZOCCHETTI J. (2015) Basculements sensibles, implications et écritures, in DEFREYNE E., HAGDAD MOFRAD G., MESTURINI S., VUILLEMENOT A.-M. (eds.), *Intimité et réflexivité, Itinérances d'anthropologues*, Louvain-la-Neuve, Academia, Coll. Investigations d'Anthropologie Prospective, 11 : 83-114.

SCHURMANS, Marie-Noëlle, Maryvonne CHARMILLOT et Caroline DAYER, « Introduction du Dossier « La restitution des savoirs » », *SociologieS* [En ligne], Dossier : La restitution des savoirs, URL : <http://sociologies.revues.org/4713> (consulté le 07 avril 2016)

STRATHERN Marilyn., 1987. « Out of Context: The Persuasive Fictions of Anthropology », *Current Anthropology*, 28(3): 251-281.

ZONABEND, Françoise., 1994, « De l'objet et de sa restitution en anthropologie », *Gradhiva*, 16 : 3-14.